

COMPTE RENDU/BOOK REVIEW

Marie-Laure Le Foulon et Jean-Maurice De Montrémy,
L'Europe des universités. Paris: Gallimard, 2008, 128 p.

L'*Europe des universités* ne s'adresse pas, *a priori*, à la communauté universitaire. Cet ouvrage, d'une centaine de pages, rédigé par deux journalistes, et joliment agrémenté d'illustrations et de photos, n'a d'ailleurs aucune prétention en ce sens. Publié aux Découvertes-Gallimard, collection née au milieu des années 80 du pôle documentaire de Gallimard Jeunesse, il s'adresse avant tout aux adolescents et aux jeunes adultes *at large*.

Ceci étant dit, cette monographie, réalisée avec le soutien du Secrétariat général de la Présidence française de l'Union européenne, présente cependant un intérêt pour les chercheurs, et notamment ceux dont les études portent sur la construction d'une identité «euro-communautaire» c'est-à-dire, sur le développement d'un sentiment d'appartenance à l'Union européenne chez les ressortissants différents pays membres. En effet – et sans pour autant présager de leurs intentions – force est de constater que les auteurs, dont l'un d'eux a collaboré à plusieurs reprises avec l'éminent historien Jacques Le Goff bien connu pour ses positions plutôt sympathiques à l'égard de «cette union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe», participent, d'une certaine manière, à ce que j'ai qualifié ailleurs de processus d'atemporalisation-naturalisation des «communautés imaginées» (Petit, 2007). Cette dynamique, composante essentielle des efforts de construction identitaire notamment nationale, consiste à présenter l'entité en formation comme un ensemble qui non seulement existe depuis toujours – parfois sous forme latente –, mais existera jusqu'à la fin des temps. Pour y parvenir, ceux qui s'emploient à générer un sentiment d'appartenance à cette «communauté imaginée» en devenir qu'ils bâtissent, s'affairent, entre autres choses, dans leur discours, à établir une passerelle entre le passé et le futur, cherchant ainsi à créer une impression de continuité donc de «naturalité». Or, c'est, semble-t-il, ce que font ici Le Foulon et De Montrémy lorsqu'ils retracent non pas l'histoire des universités européennes, mais l'histoire de *L'Europe des universités*. Cette démarche leurs donne en effet l'occasion de mettre l'accent sur l'espace/territoire partagé et imaginé plutôt que sur les institutions et de montrer que la présence sur le continent européen d'une « communauté sans frontières » ne date pas d'hier et de la créa-

tion de la Communauté européenne de l'acier et du charbon (CECA) en 1950, mais remonte plutôt au Moyen-âge.

Au XII^{ème} siècle, avec l'essor urbain, apparaît une nouvelle classe d'individus, les bourgeois. Ces derniers ne trouvent pas dans l'enseignement de l'époque qui est, pour l'essentiel, dispensé dans des écoles fondées autour des monastères et de l'administration épiscopale, les connaissances nécessaires à l'exercice de leurs professions. Aussi, afin de pallier ce manque, décident-ils de se regrouper et de « recruter » des maîtres dont les leçons répondent adéquatement à leurs besoins. Ainsi née, à Bologne, la première institution universitaire et, avec elle, l'Europe des universités c'est-à-dire un espace de la connaissance, une communauté du Savoir sans frontière. Car, en effet, ce type d'établissement perçu alors comme un instrument de promotion sociale et qui se caractérise par une grande autonomie par rapport aux pouvoirs politiques de l'époque (le pape, l'empereur ou les rois) ne tarde pas à faire son apparition dans d'autres grandes villes européennes; se met ainsi en place un véritable « réseau » qui incite et facilite les pérégrinations des étudiants et enseignants d'une nation à l'autre.

Mais à la Renaissance, plusieurs phénomènes viennent ébranler cette Europe des universités. L'humanisme triomphant, le choc des réformes protestante et catholique, les guerres, les progrès de la science, et, surtout, les interventions toujours plus nombreuses des États dans l'organisation des études nuisent non seulement à la mobilité estudiantine, mais encouragent également l'apparition de sociétés savantes et d'écoles spécialisées. Aussi, au XVII^{ème} siècle, les universités, en perte d'autonomie et de prestige, se tiennent-elles désormais à l'écart des nouveaux savoirs notamment scientifiques.

À la suite de la Révolution française et du choc napoléonien, nous assistons, selon les auteurs, à une tentative de raviver l'Europe des universités telle qu'elle existait à l'époque médiévale, mais celle-ci se solde par un échec. La montée des nationalismes combinée à la vive compétition industrielle que se livrent alors les États met rapidement à mal le principe d'universalité de l'Université. Au lieu de voir (ré)apparaître un espace du savoir faisant fi des frontières étatiques, émergent, au contraire, trois grands modèles nationaux d'institutions universitaires : les modèles allemand avec l'Université de Humboldt, français avec son Université impériale, et anglo-saxon organisé en « colleges ».

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sous l'effet jumelé du baby-boom, de la compétition internationale, notamment américaine, en matière d'enseignement supérieur, ainsi que des mouvements de contestation « à la mai 68 », les universités européennes sont contraintes de se réorganiser. À la fin des années 80, nous assistons à une renaissance de

l'Europe des universités grâce, notamment, à l'adoption, sous la pression estudiantine, du programme de mobilité ERASMUS. Depuis, les initiatives en faveur d'une « dénationalisation » des universités se multiplient et s'accroissent. Pôles d'Excellence, pôles de recherche, harmonisation des diplômes et autres grands chantiers en cours font aujourd'hui de l'Europe des universités c'est-à-dire, de cet espace européen de la connaissance imaginé et partagé, une réalité.

Bien que leurs dires soient beaucoup plus nuancés, les propos et surtout la démarche et le découpage historique de De Montigny et Le Foulon ne sont pas sans rappeler ceux d'auteurs comme, par exemple, McLoughlin et Kilford. En effet, se basant sur l'expérience d'Érasme qui est né en 1466/1469 à Rotterdam, a étudié à Paris puis a enseigné à Cambridge, ces derniers affirment, dans le chapitre sur les origines de l'Union européenne d'une publication officielle des Communautés européennes destinée aux jeunes, qu'en dépit des différentes langues et dialectes « 'European careers' were quite normal. Craftsmen plied their trade all over the continent, learning as they went from one country to the next, without worrying about the borders ». Ils concluent en déclarant avec force: « aggression resulting from the economic and technological power created by 19th and 20th century industrialization and nationalism broke up this cultural symbiosis » (1996, 69–70). Pour ces auteurs donc, comme pour ceux dont nous recensons l'ouvrage, les programmes européens en matière d'enseignement supérieur permettent de rétablir, en quelque sorte « l'ordre naturel des choses ».

Ce petit ouvrage à la lecture fort agréable tombe à point nommé. Il offre à tous, universitaires, étudiants et grand public une vue d'ensemble de cette *Europe des universités* qui se construit, de ses origines ainsi que de ses possibles évolutions. Ce rapide tour d'horizon nous fournit à tous quelques outils utiles à la compréhension des grands enjeux qui sous-tendent aujourd'hui la construction de cette « économie de la connaissance la plus puissante au monde » dont la Commission européenne et les États membres ont fait une priorité pour le XXI^{ème} siècle.

RÉFÉRENCES

- McLoughlin, Ciara and Faith Kilford. 1996. *Exploring Europe*. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities.
- Petit, Isabelle (2007). «Mimicking History: The European Commission and Its Education Policy». *World Political Science Review* 1 (3).

Docteure en science politique, Isabelle Petit est actuellement Directrice exécutive du Centre d'Excellence sur l'Union européenne des universités de Montréal et McGill. Elle est également chargée de cours à l'Université McGill et chercheure invitée au département de science politique de l'Université de Montréal. Ses recherches portent notamment sur la création d'une identité euro-communautaire et l'europanisation des politiques éducatives. Elle a publié aussi bien dans des revues européennes que nord-américaines.